



DECISION DU PRESIDENT N°2025-06

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE SERVICE PORTANT SUR LA PRESTATION D'ASSURANCE « DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES » (LOT 1), POUR LES BESOINS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BASSEE-MONTOIS

Le Président de la Communauté de Communes Bassée-Montois,

Vu l'Article 3° de la délibération n°D_2020_5_5 en date du 23 juillet 2020 chargeant le Président, pour la durée de son mandat, et par délégation du conseil communautaire, de prendre *toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres* dans la limite fixée par le conseil communautaire de 200 000 Euros pour tous les marchés (fourniture, services, prestations intellectuelles et travaux), *ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;*

Vu la décision du Président n°2023-34 en date du 21 décembre 2023 portant attribution du marché de service sur la prestation d'assurance « dommages aux biens et risques annexes » (lot 1), pour les besoins de la Communauté de communes Bassée-Montois à GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE ;

Vu le courrier de GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE du 05 mai 2025 nous informant d'une augmentation tarifaire de notre contrat dommages aux biens et d'une modification des conditions de franchise à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant que l'avenant n°1 est établi pour acter l'augmentation du taux actuel passant de 1.24 € HT/m² à 1.50 € HT/m² au 1^{er} janvier 2026 et la modification des conditions de franchise initialement convenues dans le marché ;

DECIDE

Article 1 : de signer le 5 mai 2025 l'avenant n°1 au marché de service portant sur la prestation d'assurance « dommages aux biens et risques annexes » (lot 1), pour les besoins de la Communauté de communes Bassée-Montois, à effet du 1^{er} janvier 2026, comme suit :

- Taux actuel passant de 1.24 € HT/m² à 1.50 € HT/m²
- Franchise générale : inchangée
- Franchise catastrophes naturelles : 10% minimum 25 000 €
- Franchise émeute : 100 000 €

Article 2 : conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Article 3 : la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision. Ampliation de la présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Provins.

Fait à Bray-sur-Seine, le 10 juillet 2025



Le Président
Roger DENORMANDIE

Le Président certifie exécutoire la présente décision
Déposée en sous-préfecture le 15/07/2025
Date d'affichage le 15/07/2025

h t e u r